

349489-2026 - Iomaíocht

An Fhrainc – Alarm-monitoring services – Prestations de sécurisation matérielle de terrains bâtis et non bâtis pour le compte de l'EPF Ile-de-France – Secteur ORCOD

OJ S 97/2026 21/05/2026

Fógra maidir le conradh nó lamháltas — an gnáthchóras

Seirbhísí

1. Ceannaitheoir

1.1. Ceannaitheoir

Ainm oifigiúil: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

R-phost: service-marches@epfif.fr

Cineál dlíthiúil an cheannaitheora: Comhlacht dlí phoiblí atá faoi rialú údaráis de chuid an rialtais láir

Gníomhaíocht an údaráis chonarthaigh: Tithíocht agus taitneamhachtaí pobail

2. Nós imeachta

2.1. Nós imeachta

Teideal: Prestations de sécurisation matérielle de terrains bâtis et non bâtis pour le compte de l'EPF Ile-de-France – Secteur ORCOD

Cur síos: Le marché public projeté a pour objet la réalisation de prestations de sécurisation matérielle de terrains bâtis et non bâtis pour le compte de l'EPF Ile-de-France, sur le secteur ORCOD Clichy-sous-Bois, Grigny, Mantes-la-Jolie et Villepinte, et tout autre secteur entrant dans le cadre des opérations de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national (ORCOD-IN). Les prestations portent sur des biens bâtis ou non bâtis, occupés ou vacants, dont l'Etablissement est propriétaire. La consultation fait l'objet d'un Appel d'Offres Ouvert, soumise aux dispositions des articles L2124-1 & 2 et R2124-1 & 2 du code la commande publique (CCP). Le marché est un marché de service soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en portant approbation, dit « CCAG FCS » dans le Règlement de Consultation, dans sa rédaction en vigueur au lancement de la consultation.

Aitheantóir an nós imeachta: 198947b6-5632-427d-8c13-e9e0e3ee149d

Aitheantóir inmheánach: ORCOD202605

An cineál nós imeachta: Oscailte

Tá an nós imeachta á bhrostú: níl

2.1.1. Cuspóir

Cineál an chonartha: Seirbhísí

Príomhaicmiú (cpv): 79711000 Alarm-monitoring services

Aicmiú breise (cpv): 45421140 Installation of metal joinery except doors and windows

2.1.2. An áit feidhmíochta

Baile: Clichy-sous-Bois

Cód poist: 93600

Foroinn tíre (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Tír: An Fhrainc

Eolas breise: Secteur ORCOD Clichy-sous-Bois, Grigny, Mantes-la-Jolie et Villepinte, et tout autre secteur entrant dans le cadre des opérations de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national (ORCOD-IN).

2.1.4. Eolas ginearálta

Bunús dlí:

Treoir 2014/24/AE

2.1.6. Forais eisiaimh

Foinse na gcúiseanna eisiúna: Fógra

Foras eisiaimh náisiúnta amháin:

5. Luchtóg

5.1. Luchtóg: LOT-0001

Teideal: Prestations de sécurisation matérielle de terrains bâtis et non bâtis pour le compte de l'EPF Ile-de-France – Secteur ORCOD

Cur síos: Le marché public projeté a pour objet la réalisation de prestations de sécurisation matérielle de terrains bâtis et non bâtis pour le compte de l'EPF Ile-de-France, sur le secteur ORCOD Clichy-sous-Bois, Grigny, Mantes-la-Jolie et Villepinte, et tout autre secteur entrant dans le cadre des opérations de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national (ORCOD-IN). Les prestations portent sur des biens bâtis ou non bâtis, occupés ou vacants, dont l'Etablissement est propriétaire. La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP. L'accord-cadre comporte des prix forfaitaires et unitaires, conformément à l'article R2112-6 du code de la commande publique. Il est précisé comme indiqué au BPU, que les prix annuels seront proratisés à la durée réelle.

Conformément aux articles R.2162-13 et 14 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire est sans montant minimum et avec un montant maximum de 13 800 000 € HT. Il sera exécuté par l'émission, au fur et à mesure, de bons de commande.

Aitheantóir inmheánach: ORCOD202605

5.1.1. Cuspóir

Cineál an chonartha: Seirbhísí

Príomhaicmiú (cpv): 79711000 Alarm-monitoring services

Aicmiú breise (cpv): 45421140 Installation of metal joinery except doors and windows

5.1.2. An áit feidhmíochta

Baile: Clichy-sous-Bois

Cód poist: 93600

Foroinn tíre (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Tír: An Fhrainc

Eolas breise: Secteur ORCOD Clichy-sous-Bois, Grigny, Mantes-la-Jolie et Villepinte, et tout autre secteur entrant dans le cadre des opérations de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national (ORCOD-IN).

5.1.3. Fad measta

Fad ama: 48 Míonna

5.1.4. Athnuachan

Athnuachaintí uasta: 3

Tuilleadh eolais faoi athnuachain: L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un an reconductible trois fois. En cas de non-reconduction

annuelle du marché, la décision du maître d'ouvrage devra être notifiée au titulaire par courrier recommandé deux mois avant l'échéance de l'accord-cadre.

5.1.6. Eolas ginearálta

Rannpháirtíocht fhorchoimeáda:

Ní fhorchoimeádtar an rannpháirtíocht.

Tionscadal soláthair nach maoinítear le cistí an Aontais

Tá an soláthar cumhdaithe ag an gComhaontú maidir le Soláthar Rialtais (GPA): tá

Tá an soláthar sin oiriúnach freisin d'fhiontair bheaga agus mheánmhéide (FBManna): tá

Eolas breise: MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES

ENTREPRISES : Le dossier de consultation pourra être retiré gratuitement par les candidats par voie dématérialisée à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

(Mot clef ORCOD202605). RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE EN COURS DE

CONSULTATION : Cf. article 4 du Règlement de Consultation (RC). Pour obtenir tous les

renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les

candidats devront faire parvenir une demande écrite sur la Plateforme des achats de l'Etat

(PLACE). Pour permettre au pouvoir adjudicateur de formuler une réponse en temps utile, la

demande devra avoir été transmise au plus tard le 23 juin 2026 à 12H00. Les renseignements

complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs

économiques au plus tard le 26 juin 2026, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps

utile. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION : Cf. article 4.3 du RC. Le pouvoir

adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard le 26 juin 2026, des modifications de

détails au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du

dossier modifié sans pouvoir élever de quelconque réclamation à ce sujet. GROUPEMENT

D'ENTREPRISE ET SOUS-TRAITANT : Cf. Article 9 du RC. => Soumissionnaires d'un même

groupe : Les soumissionnaires appartenant à un même groupe et souhaitant remettre des

offres séparées, doivent transmettre les éléments suivants : - Une déclaration indiquant leurs

liens, - Un organigramme du groupe de sociétés auxquels ils appartiennent avec les

informations jugées utiles en fonction du secteur d'activité considéré (niveau de participation

financière, structure décisionnelle etc.). Ces éléments permettront au pouvoir adjudicateur de

déterminer si les soumissionnaires sont autonomes et indépendants. => Groupement

d'entreprises : Les entreprises peuvent présenter leur offre sous forme de groupement. Le

groupement pourra être solidaire ou conjoint. Le groupement est solidaire lorsque chacun des

prestataires du groupement est engagé pour la totalité du marché, que l'opération soit ou non

divisée en lots. Dans cette forme de groupement, l'un des prestataires membres du

groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble

des membres vis-à-vis de la personne publique de la partie contractante et coordonne les

prestations du groupement. L'acte d'engagement est un document unique qui indique le

montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement

s'engagent solidairement à réaliser. Le présent règlement de consultation interdit aux

candidats de présenter pour le même marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité

de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements. L'offre, qu'elle soit

présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-

traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur

montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants

qui l'exécuteront à la place du titulaire. => Sous-traitance : Conformément aux articles L. 2193-

1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut

sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du

ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de

paiement de chaque sous-traitant. Cependant, il est rappelé que la sous-traitance totale est

interdite. PRESENTATION DES CANDIDATURES : Cf. Article 11 du RC. Le dossier « candidature » devra comporter les pièces suivantes : • Une déclaration de candidature (DECA, ou DUME, ou formulaire DC1 et DC2), attestant sur l'honneur que le candidat ne rentre pas dans un cas d'exclusion de la commande publique, et présentant les renseignements suivants : o Pour les renseignements relatifs à l'appréciation des capacités techniques et professionnelles : - Les soumissionnaires devront présenter leurs références dans le domaine du marché sur les trois dernières années, indiquant le montant, la date et les destinataires public ou privé, - L'autorisation administrative d'exercer une activité de surveillance (par système électronique ou gardiennage) pour la société, - Agrément du dirigeant délivré par le Conseil National des Activités Privées de sécurité (CNAPS en cours de validité). o Pour les renseignements relatifs à l'appréciation de la capacité économique et financière : - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et de ses cotraitants pour les 3 dernières années, - Aucun chiffre d'affaires minimal n'est fixé. Si les candidats ne disposent pas de références ou de peu de références, ils devront prouver par tout moyen qu'ils possèdent la capacité à exécuter le marché (capacités techniques, professionnelles, certifications...). Le candidat ne présentant pas l'un ou plusieurs de ces éléments verra sa candidature déclarée irrecevable. Le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de régulariser les candidatures non complètes. Les éventuels co-traitant(s) et/ou sous-traitant(s) doivent justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières et de leurs références. Ils doivent donc produire les mêmes documents que ceux qui sont exigés du candidat en ce qui concerne les pièces de la candidature. En outre, en cas de sous-traitance, le candidat doit fournir une déclaration de sous-traitance (DC4) dûment complétée et signée. Un nouveau formulaire de DC4 est applicable depuis le 1er janvier 2024 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). PRESENTATION DES OFFRES : Cf. Article 12 du RC. TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES : Cf. Article 16 du RC. Conformément aux articles R. 2152-3 à 5 du Code de la commande publique, dans le cas où certaines offres paraîtraient anormalement basses y compris pour la part du marché sous-traité, les candidats concernés devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de leur offre et fournir tous les renseignements qui leur seront demandés par le pouvoir adjudicateur pour lui permettre d'apprécier si le(s) montant(s) proposé(s) est (sont) susceptible(s) de couvrir les coûts du marché. Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son (ses) prix, l'offre sera rejetée.

5.1.7. Soláthar straitéiseach

An cur chuige maidir leis an tionchar ar an gcomhshaol a laghdú: Cosc agus rialú ar thruailliú
An cuspóir sóisialta atá á chur chun cinn: Deiseanna fostaíochta do dhaoine atá dífhostaithe
go fadtéarmach, do dhaoine atá faoi mhíbhuntáiste agus/nó do dhaoine faoi mhíchumas

5.1.9. Critéir roghnúcháin

Foinse na gcritéir roghnaithe: Doiciméad Soláthair

5.1.10. Critéir dhámhachtana

Critéar:

Cineál: Cáilíocht

Cur síos: Critère 1 : Le mémoire technique appréciée à hauteur de 40 points. Le présent critère est décomposé comme suit : - Sous-critère 1 : L'approche méthodologique et la description des moyens techniques pour la réalisation de chaque mission sur 15 points. - Sous-critère 2 : La présentation de l'équipe spécifiquement dédiée à l'exécution du marché sur 15 points. - Sous-critère 3 : La description des moyens mis en oeuvre pour l'exécution de prestations sur 10 points.

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dámhachtana: 40

Critéar:

Cineál: Cáilíocht

Cur síos: Critère 2 : Méthodologie « environnementale » (chartes faibles nuisances ou procédures internes, mesures pour limiter l'impact environnemental des transports, mesures de recyclage du matériel utilisé, description des préconisations formulées en vue de répondre aux incitations en matière de produits issus du réemploi ou comprenant des matières recyclées - article 1 CCTP - Obligation DD) à hauteur de 10 points.

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dámhachtana: 10

Critéar:

Cineál: Praghas

Cur síos: Critère 3 : Le prix, au regard du DQE valant BPU à hauteur de 50 points.

Catagóir an critéir dhámhachtana meáchain: Ualú (pointí, beacht)

Uimhir an chritéir dámhachtana: 50

5.1.11. Doiciméid soláthair

Na teangacha ina bhfuil na doiciméid soláthair ar fáil go hoifigiúil: Fraincis

Seoladh na ndoiciméad soláthair: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12. Téarmaí soláthair

Téarmaí na haigneachta:

Cur isteach leictreonach: Éigeantach

Seoladh an chur isteach: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Na teangacha inar féidir tairiscintí nó iarrataí ar rannpháirtíocht a chur isteach: Fraincis

Catalóg leictreonach: Ní ceadmhach

Leaganacha malartacha: Ní ceadmhach

Spriocdháta chun tairiscintí a fháil: 03/07/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Am Oirthear na hEorpa, Am Samhraidh Lár na hEorpa

An tréimhse le linn a gcaithfidh an tairiscint a bheith bailí: 180 Laethanta

Téarmaí an chonartha:

Ní mór an conradh a chur i gcrích faoi chuimsiú clár fostaíochta dídeanaí: Ní hea

Sonrascú leictreonach: Éigeantach

Úsáidfear ordú leictreonach: níl

Úsáidfear íocaíocht leictreonach: níl

Socrú airgeadais: Modalités de règlement : le règlement des dépenses se fera par virement à 30 jours conformément aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Actualisation : le CCAP ne prévoit pas d'actualisation. Révision : les prix pourront être révisés dans les conditions stipulées au Cahier des Clauses Administratives Particulières. Avance :

Cf. Cahier des Clauses Administratives Particulières. Acompte : Cf. Cahier des Clauses Administratives Particulières. Financement : budget de fonctionnement sur fonds propres.

Cautionnement : néant. Retenue de garantie : néant.

5.1.15. Teicnící

Creat-chomhaontú:

Creat-chomhaontú, gan an iomaíocht a athoscailt

An t-uaslíon rannpháirtithe: 1

Eolas faoin gcóras ceannaigh dinimiciúil:

Níl feidhm ag córas ceannaigh dinimiciúil

5.1.16. Tuilleadh eolais, idirghabháil agus athbhreithniú

Eagraíocht athbhreithniúcháin: Tribunal Administratif de Paris

Eolas faoi spriocdhátaí athbhreithnithe: En vertu des dispositions du Code de la justice administrative (L.551-1 et suivants), le candidat dispose d'un délai de 11 jours calendaires à compter de la date d'envoi de la notification de la décision de rejet pour exercer un référé précontractuel devant le tribunal administratif susmentionné ci-avant. En vertu des dispositions du Code de justice administrative (L.551-13 et suivants), le candidat dispose d'un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution pour exercer un référé contractuel devant le tribunal administratif susmentionnée ci-avant. En vertu des dispositions du Code de la justice administrative (L.211-4 et R.421-4 à R.421-5), le candidat dispose d'un délai de 2 mois à compter du jour de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées pour exercer un recours contentieux devant le tribunal administratif susmentionné ci-avant. Ce recours peut être assorti, le cas échéant, d'un référé-suspension exercé dans les conditions mentionnées à l'article L.521-1 du Code de justice administrative.

Eagraíocht a sholáthraíonn faisnéis bhreise faoin nós imeachta soláthair: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Eagraíocht a sholáthraíonn rochtain as líne ar na doiciméid soláthair: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Eagraíocht a fhaigheann iarratais ar rannpháirtíocht: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Eagraíocht a phróiseálann tairiscintí: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

8. Eagraíochtaí

8.1. ORG-0001

Ainm oifigiúil: ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER IDF

Uimhir chlárúcháin: 49512000800026

Seoladh poist: 4-14 rue Ferrus

Baile: PARIS

Cód poist: 75014

Foroinn tíre (NUTS): Paris (FR101)

Tír: An Fhrainc

Pointe teagmhála: DAMG

R-phost: service-marches@epfif.fr

Teil.: 0140789090

Seoladh idirlín: <https://www.epfif.fr/>

Róil na heagraíochta seo:

Ceannaitheoir

Eagraíocht a sholáthraíonn faisnéis bhreise faoin nós imeachta soláthair

Eagraíocht a sholáthraíonn rochtain as líne ar na doiciméid soláthair

Eagraíocht a fhaigheann iarratais ar rannpháirtíocht

Eagraíocht a phróiseálann tairiscintí

8.1. ORG-0002

Ainm oifigiúil: Tribunal Administratif de Paris

Uimhir chlárúcháin: 17750005500013

Seoladh poist: 7 rue de Jouy

Baile: Paris Cedex 04

Cód poist: 75181

Foroinn tíre (NUTS): Paris (FR101)

Tír: An Fhrainc

R-phost: Greffes.ta-paris@juradm.fr

Teil.: +33144594400

Seoladh idirlín: <https://paris.tribunal-administratif.fr/>

Róil na heagraíochta seo:

Eagraíocht athbhreithniúcháin

Eolas faoin bhfógra

Aitheantóir/leagan an fhógra: 69c11c84-9d4f-44b9-b1bc-6e42c85f3a49 - 01

Cineál na foirme: lomaíocht

Cineál an fhógra: Fógra maidir le Conradh nó lamháltas — an gnáthchóras

Fochineál an fhógra: 16

Dáta seolta an fhógra: 20/05/2026 08:57:11 (UTC+02:00) Am Oirthear na hEorpa, Am

Samhraidh Lár na hEorpa

Na teangacha ina bhfuil an fógra seo ar fáil go hoifigiúil: Fraincis

Uimhir foilseacháin an fhógra: 349489-2026

Uimhir eagráin IO S: 97/2026

Dáta foilsithe: 21/05/2026